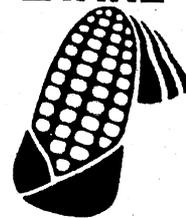




**AMÉRIQUE
LATINE**



D 2047 • Aml5
16-31 janvier 1996

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

MOTS-CLEFS

*Violence
Ville
Pauvreté
Chômage
Délinquance
Drogue
Marginalisation
Impunité
Famille
Jeunes*

**“VIOLENCE, MAUDITE VIOLENCE”
dans les sociétés latino-américaines**

Le développement de la violence est devenu l'un des problèmes majeurs des pays latino-américains. Nous savons aussi que, sans atteindre les mêmes proportions, la violence s'est accrue de façon préoccupante dans les pays du Nord, tout particulièrement et de façon plus récente dans les pays d'Europe. On ne peut éviter de poser la question du lien entre cette violence croissante et le développement du chômage et des formes diverses de pauvreté. En plus des causes spécifiques de violence

qui sont dues à la situation des pays du Sud, il est clair que certains processus engendrant la violence sont aussi communs avec les Pays du Nord. L'intérêt de l'interrogation ici menée sur les sources de la violence n'en est que plus large .

Article d'Eduardo Tamayo, paru dans ALAI du 9 juin 1995 (Agence latino-américaine d'information, Quito, Équateur).

Définie comme “l'usage de la force physique ou de la contrainte morale ou sociale pour atteindre des buts définis”, la violence a tellement progressé qu'elle est devenue un des thèmes les plus sensibles de l'agenda social de cette fin de siècle.

La violence est un phénomène mondial. Elle est certainement une des expressions les plus dramatiques du processus de globalisation économique et des programmes d'ajustement. “La violence actuelle est, sans aucun doute, le plus grand de tous les maux auxquels se trouvent confrontés nos pays, affaiblissant et détruisant les sociétés civiles”. C'est ainsi que s'exprime Jorge Weirthen, représentant de l'UNESCO à l'ONU.

L'apparition d'un terrorisme de droite

aux Etats-Unis et au Japon, avec ses méthodes brutales d'extermination et de destruction constitue un casse-tête permanent pour les dirigeants de ces pays. Les attentats d'Oklahoma et du métro de Tokyo ne sont pas venus d'ailleurs. Ils sont nés et se sont développés au sein même de ces sociétés, en se présentant comme les germes de leur propre autodestruction.

L'Amérique latine est la région où il est le plus dangereux de vivre. Il est établi que le taux des homicides en Asie est de 1,3 pour 100 000 habitants ; dans les pays développés, (États-Unis, Europe et Japon), il atteint 4,5 ; en Europe de l'Est, il est de 4,6 et en Amérique latine il atteint 19,8.

En Amérique latine, 250 morts par

jour sont dues à la violence structurelle. D'après l'Organisation panaméricaine de la santé, cela signifie que chaque année 91 250 personnes disparaissent, avec des pertes supérieures à 10 milliards de dollars par an.

La Colombie est considérée comme le pays le plus violent au monde. Suivent de près le Brésil, le Panama, le Mexique, le Nicaragua, le Venezuela, l'Argentine, le Pérou et l'Équateur où la délinquance a non seulement augmenté, mais s'est diversifiée avec l'apparition de séquestrations, de vols accompagnés d'assassinat et enfin de délinquance juvénile.

Les organisations délictueuses sont plus complexes, elles disposent davantage de ressources économiques, d'arsenaux sophistiqués et de relations

avec le système social établi. On parle même de véritables organisations "maffieuses" transnationales s'adonnant au trafic de drogue, au blanchiment de l'argent et à la contrebande.

Quelques conséquences

L'Amérique latine s'urbanise rapidement. 70% de la population, c'est-à-dire 300 millions de personnes vivent dans les villes. Mais la violence croît encore plus vite que l'urbanisation. Dans de nombreuses cités, la violence est la première préoccupation des citoyens. Elle représente un indicateur de la qualité de la vie.

La violence érode rapidement la notion de citoyenneté. De larges tranches de population tendent à se charger de leur autodéfense, ce qui les amène à modifier leurs comportements quotidiens, à limiter ensuite leurs relations sociales, à considérer tout inconnu comme suspect, à modifier leurs horaires habituels et les lieux qu'ils fréquentent.

En réaction à ces phénomènes apparaissent au sein de la population des sentiments d'individualisme, de méfiance, d'agressivité et d'abandon. Nos cités sont en train de perdre leurs espaces publics tandis que gagnent du terrain les zones privées urbanisées, entourées de murs, surveillées par des vigiles fortement armés.

Un phénomène résultant de causes multiples

Quelques analystes font remarquer qu'il n'y a pas de relation directe entre pauvreté et violence. Et pour démontrer leurs théories ils mettent en avant que Medellín, la ville la plus violente au monde, dispose de près de 100% de services de première nécessité, tandis que Quibdó, la cité la moins violente de Colombie, en est la moins bien équipée.

D'autres chercheurs, au contraire, notent qu'il existe une relation directe entre les problèmes structurels et la croissance de la délinquance. En Équateur, par exemple, entre 1975 et 1981, période de stabilité et d'abondance pétrolière, la délinquance s'est accrue à un rythme annuel de 0,5% ; à partir de 1982 (date à laquelle débu-

tent la crise de la dette et les politiques d'ajustement) la délinquance passa à un taux annuel de 9,4%. D'après le Centre andin de l'action populaire, on passe d'une moyenne de 16 000 cas par an dans les années 70 à 47 000 reconnus officiellement au cours des années 80.

Quoiqu'il en soit, lorsqu'on analyse les causes structurelles de la violence, il est indispensable de mentionner un certain nombre de faits constitutifs, à savoir la multitude croissante des pauvres, des indigents et des marginaux, le fossé toujours plus grand entre riches et démunis, le "moins d'État" et la détérioration des politiques de redistribution, enfin le poids de la dette extérieure et les processus de privatisation et de transnationalisation de l'économie.

En même temps, on peut noter l'éclatement de la famille. Les membres de la famille sont toujours de plus en plus nombreux à rejoindre le marché du travail pour obtenir l'argent indispensable à leur subsistance. Des centaines de milliers de garçons et de filles arpentent les rues à la recherche de la nourriture quotidienne. D'autres enfants et adolescents restent seuls à l'abandon, ayant pour unique compagnie l'écran du téléviseur. Dans ces circonstances, les solidarités se relâchent, les pères et les fils s'éloignent les uns des autres. Les jeunes apprennent difficilement à aimer et à respecter "l'autre". Beaucoup d'entre eux voient l'autre comme un objet, plutôt que comme un homme ayant des sentiments. Dans ces conditions, tuer une personne est "permis" puisque ce n'est pas un homme qu'on élimine mais un simple objet.

Dans nos pays on respire une ambiance générale de violence. Les médias alimentent la concurrence, poussent à la consommation et mettent en valeur des modes, des marques et des styles de vie exclusifs que peut difficilement atteindre la majorité du peuple appauvri. Cela engendre des sentiments de frustration et le désir d'atteindre le "bonheur" par n'importe quel moyen. Qui sont les responsables quand un jeune d'une bande de Guayaquil ou de Medellín tue uniquement pour avoir et

montrer une paire de chaussures Reebok ?

Mais ce n'est pas tout, les séries violentes à la télévision font connaître les moyens et techniques pour devenir délinquant. "Parmi 150 détenus rencontrés dans 15 prisons de 13 villes colombiennes, 92% affirment que la télévision et le cinéma ont influencé leur comportement délictueux ou violent ou celui des autres détenus", rapporte Gustavo Castro Caycedo dans son livre *El Libro Rojo*.

La violence due à la délinquance est en augmentation parce que les délinquants savent qu'ils ne seront pas sanctionnés. Le délabrement des organismes de contrôle et de justice fait que l'impunité est la norme et les affaires jugées l'exception. Dans la police et l'administration judiciaire la corruption et l'inefficacité sont très élevées. Le système pénitentiaire, au lieu de réhabiliter les détenus, s'est transformé en "école de délit". Dans ces conditions, la défiance envers la police et le pouvoir judiciaire grandissent. Les citoyens acquièrent des armes pour se défendre, tandis que les groupes au pouvoir y trouvent des justifications pour financer et armer des milices qui organisent des opérations de "nettoyage social" et éliminent les mendiants, les enfants des rues et les homosexuels.

Pénaliser plus durement ?

Sous prétexte que "la sécurité de l'État est la sécurité du peuple", l'État privilégie le maintien du statu quo. Il mélange intentionnellement la délinquance avec la subversion et criminalise la contestation sociale. Les grèves, les arrêts de travail, les actions de fait des secteurs populaires sont considérés comme des délits contre la sécurité de l'État et l'ordre public et réprimés en conséquence.

Au lieu de s'attaquer aux causes structurelles de la pauvreté et de la délinquance, les gouvernements visent à élargir la base des forces de police et engagent les militaires dans la lutte contre la délinquance. Dans les favelas de Rio de Janeiro ou dans les faubourgs de Guayaquil s'organisent de vastes opérations où les justes paient

pour les pécheurs : les pauvres sont traités comme des délinquants et fusillés sans ménagement. L'objectif est de répandre la crainte dans la population et de montrer à la télévision des résultats "concrets".

Sont à la mode également la chasse au "délinquant du siècle" et le démantèlement de la "bande la plus dangereuse". Il s'agit là d'une stratégie pour atteindre quelque crédibilité auprès des citoyens.

Dans divers pays, la voie répressive est présentée comme la seule alternative pour lutter contre la délinquance. Au Salvador et en Équateur, les partis de droite et des journaux réclament à cor et à cris le renforcement des peines (peine de mort, perpétuité, accumulation des peines), comme mesures exemplaires pour lutter contre la délinquance. Leur sentence : "Ceux qui attendent à la vie doivent payer de leur vie".

Ceux qui s'opposent à la peine de mort font valoir des arguments éthiques ("la mesure est inhumaine"), sociologiques ("les délinquants sont victimes des structures injustes et marginalisantes") et juridico-administratifs ("l'inefficacité et la politisation de la justice pourraient facilement conduire à l'erreur et la justice pourrait alors être utilisée comme moyen de vengeance pour ceux qui détiennent le pouvoir judiciaire"). Mais l'argument le plus fort, c'est que le violeur ou l'assassin ne

réfléchissent pas à l'avance aux conséquences légales de leurs actes avant de les commettre. Le meilleur remède consiste à rendre la justice plus efficace et à éliminer l'impunité.

De la société civile viennent aussi des réponses. Les quartiers populaires et les communautés villageoises s'organisent pour réprimer et punir ce qu'ils considèrent comme une agression. Dans les zones résidentielles, de la classe moyenne à la haute société, s'engagent des campagnes de sécurité et de surveillance. Ceci s'inscrit dans la logique néolibérale selon laquelle chacun doit résoudre ses problèmes en privé. Le danger latent est que cette intégration des citoyens dans la lutte contre la délinquance peut être identifiée à la création d'un Etat policier dans lequel quelques citoyens exercent un contrôle permanent sur les autres.

Les issues

La spirale de la violence semble sans issue. Pourtant des secteurs démocratiques de la région en sont venus à poser quelques alternatives :

- La solution de fond - bien que cela ressemble à un langage du passé - consiste à changer les fondements, les structures et les motivations des modèles sociaux actuels. Impulser des politiques redistributives, accroître l'emploi et l'investissement social, lutter contre la pauvreté, la marginali-

té et la mendicité apparaissent comme les meilleurs antidotes contre la délinquance.

- Il est indispensable de lutter contre l'impunité par le renforcement et l'indépendance du système judiciaire, par la transformation de la police en une entité professionnelle, technique et respectueuse des droits de l'homme, enfin par un système pénitentiaire qui assure la réhabilitation des délinquants et leur réintégration dans la société.

- Il faut insister sur les politiques de prévention plutôt que sur la répression. L'éducation et la formation humaine sont vitales pour inculquer aux nouvelles générations des valeurs de solidarité et de respect des droits de l'homme, dans un effort qui engage l'école, les médias, l'Église et toute la société civile.

- Le problème doit être assumé avec citoyenneté. Étant donné sa gravité et la dimension qu'il a atteint, il faut lutter pour des solutions collectives. La lutte pour la paix doit être une responsabilité partagée par tous.

Traduction DIAL. En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.



Directeur de la publication : Alain Durand
Imprimerie des Monts du Lyonnais - Commission paritaire de presse : 56249

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 72 77 00 26 • Fax 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.gn.apc.org.
Abonnement annuel : France 395 F • Europe 440 F • Avion Amérique latine 500 F • USA-Canada-Afrique 490 F • Prix d'un dossier : 6 F
Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. (1) 43 37 87 14 - Fax (1) 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176, rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. (1) 44 18 60 50
Fax (1) 45 55 28 13.